

MATÉRIALISMES

CHAQUE SEMAINE, LISEZ NOTRE REVUE DE PRESSE MILITANTE,

JOURNAL MURAL
D'INFORMATION ET DE CORRESPONDANCE

N°84. 12 FÉV. 2017
DIFFUSION MILITANTE

**SOMMAIRE : E. BALIBAR, «L'UNIVERSEL
NE RASSEMBLE PAS, IL DIVISE»**

roude

Revue de presse militante d'information et de mobilisation **ANTICAPITALISTE** - n°46 - 12/02/2017

Publié par **MATÉRIALISMES** avec le Comité NPA Reims   **hebdo** MATERIALISMES.WORDPRESS.COM

[HTTP://MATERIALISMES.WORDPRESS.COM/](http://materialismes.wordpress.com/)

**SOUTIEN À
I. BOUCHAARA !**
sanctionnée pour
avoir dit la vérité
REIMS, le 18/02



E. BALIBAR, «L'UNIVERSEL NE RASSEMBLE PAS, IL DIVISE»

ENTRETIEN AVEC ÉTIENNE BALIBAR ¹

Vous avez récemment publié un livre sur la question de l'universel (« *Des Universels* », Galilée, 2016). Or cette notion qui semble si familière demeure souvent obscure. Si vous deviez en donner une définition devant des élèves de terminale, vous diriez quoi ?

Je dirais que c'est une valeur qui désigne la possibilité d'être égaux sans être forcément les mêmes, donc d'être citoyens sans devoir être culturellement identiques.

Justement, à notre époque, l'universalisme est parfois associé au consensus, et d'abord à une gauche « bien-pensante », présumée molle et naïve... Or, chez vous, l'universalisme est tout autre chose qu'un idéalisme. A vous lire, tout universalisme est porteur de tension, voire de violence.

D'abord, mon objectif n'est pas de défendre une « position de gauche », mais de débattre de l'universalisme comme d'une question philosophique. Mais, bien sûr, je suis de gauche, or la gauche est traversée par tous les conflits inhérents à la question de l'universel. L'universel ne rassemble pas, il divise. La violence est une possibilité permanente. Mais ce sont les conflits internes que je cherche d'abord à décrire.

Quels sont les principaux ?

Le premier, c'est que l'universalisme s'inscrit toujours dans une civilisation, même s'il cherche des formulations intemporelles. Il a un lieu, des conditions d'existence et une situation d'énonciation. Il hérite de grandes inventions intellectuelles : par exemple, les monothéismes abrahamiques, la notion révolutionnaire des droits de l'homme et du citoyen, qui fonde notre culture démocratique, le multiculturalisme en tant que généralisation d'un certain cosmopolitisme, etc. Je soutiens donc l'idée que les universalismes sont concurrents, de telle sorte que ça n'a pas de sens de parler d'un universalisme absolu.

C'est presque une loi de l'histoire : un universalisme qui se constitue n'en remplace jamais complètement un autre, c'est pourquoi les conflits sont susceptibles d'être réactivés. C'est aussi la raison pour laquelle je trouve Hegel si intéressant, à condition de le lire à rebrousse-poil : il n'a cessé de travailler sur le conflit des universalismes, en particulier le christianisme et les Lumières, en espérant « dépasser » leurs contradictions.

Or, ce que nous observons aujourd'hui, c'est que les universalismes religieux sont plongés dans une crise interminable, tandis que l'universalisme fondé sur les droits de l'homme est entré lui aussi dans une crise profonde. Un universalisme dont la crise n'est pas achevée face

à un universalisme dont la crise ne fait que commencer, voilà ce qui, entre autres, explique la violence de la confrontation.

Pour la plupart des gens, « universalisme » est synonyme de rassemblement et de fraternisation. Or, au cœur de l'universalisme, dites-vous, il y a aussi l'exclusion. Qu'est-ce que cela signifie ?

Bien sûr, en théorie, il y a contradiction entre l'idéal universaliste et l'exclusion. Le problème est de comprendre comment ces contraintes en arrivent à devenir l'endroit et l'envers d'une même médaille. Ma thèse, c'est que l'exclusion pénètre dans l'universel à la fois par le biais de la communauté et par celui de la normalité.

Quand on institue des communautés qui ont pour raison d'être la promotion de l'universalisme sous certaines formes (empires, Eglises, nations, marchés...), on formule aussi des normes d'appartenance auxquelles les individus doivent se conformer. Si vous prenez l'idée que le christianisme se fait de la communauté, il y a des élus et des damnés.

Et si vous prenez une communauté politique moderne comme celle des droits de l'homme, qui s'est nouée autour de l'idée de nation, ce sont non seulement les étrangers proprement dits qui sont exclus, mais aussi ceux qui ne sont pas de « vrais nationaux » ou qui sont considérés comme inaptes à la citoyenneté active. Bien entendu, c'est l'objet d'une contestation qui fait bouger les frontières. Il n'y a pas si longtemps que les femmes

1. Le Monde Idées, 09.02.2017. Propos recueillis par Jean Birnbaum.

sont électriques, et les ouvriers ne sont toujours pas vraiment éligibles... Mais la question du racisme apporte un degré de conflictualité supplémentaire.

J'avais soutenu autrefois que le racisme moderne est comme l'inscription du refoulé colonial au cœur de la citoyenneté. C'est une face noire de la nation républicaine qui ne cesse de faire retour à la faveur des conflits de la mondialisation. Aujourd'hui même, en France, nous avons l'illustration tragique de cela avec un certain usage de la laïcité. Comme la nation est de plus en plus incertaine de ses valeurs et de ses objectifs, la laïcité se présente de moins en moins comme une garantie de liberté et d'égalité entre les citoyens et s'est mise à fonctionner comme un discours d'exclusion.

Du reste, ce qu'il y a de commun, ici, avec l'universalisme religieux, c'est que l'argument justifiant l'exclusion consiste presque toujours à dire que les exclus sont ceux qui refusent l'universalisme ou qui sont incapables de le comprendre correctement : « *pas de liberté pour les ennemis de la liberté* » ou supposés tels. Il y a là une grande constante de l'Occident, mais aussi de l'Orient : ce n'est pas l'universalisme en tant que tel qui est violent et exclusif, c'est la combinaison de l'universalisme et de la communauté. Et comme au fond on ne peut pas l'éviter, il faut trouver le moyen de la civiliser. Tâche politique fondamentale à mes yeux.

Vous allez assez loin dans cette idée, par exemple lorsque vous affirmez que l'universalisme et le racisme ont « la même source »...

Attention, je ne dis pas que l'universalisme en tant que tel est raciste, ni que le racisme est la forme d'universalisme dans laquelle nous vivons. Simplement, je ne veux pas qu'on puisse croire que ce sont là deux choses qui n'ont rien à voir entre elles. Voilà pourquoi nous avons besoin d'apprendre à penser philosophiquement l'impureté des institutions dans lesquelles nous vivons.

La source commune à ces deux contraintes que sont l'universalisme et le racisme est l'idée de l'espèce humaine telle qu'elle a été fabriquée par la modernité bourgeoise, dont un représentant par excellence est Kant. Comment Kant peut-il être à la fois le théoricien du respect inconditionnel de la personne humaine et celui de l'inégalité culturelle des races ? Là réside la contradiction la plus profonde, l'énigme même. Or cela tient d'abord à la façon dont il définit le progrès, qui ne consiste pas seulement à poser un horizon pour l'homme en général, mais aussi à ériger certaines caractéristiques de genre, de nationalité ou d'éducation en normes de l'humain.

Même s'il y a des variantes, ce discours est commun aux révolutionnaires français et américains du XVIII^e siècle et aux mouvements d'émancipation sociale du XIX^e siècle, sur lesquels nous vivons encore. Mais ce qui est fondamental à mes yeux, c'est qu'un tel universalisme autorise aussi la résistance. Au XVIII^e siècle, la Française Olympe de Gouges et la Britannique Mary Wollstonecraft ont fondé le féminisme politique en proclamant que l'identification de l'universel avec une norme masculine contredit son postulat de l'égalité et de l'accès aux droits pour tous et toutes.

On peut donc contester l'universalisme au nom de ses propres principes, comme l'a fait aussi toute une partie du discours anticolonialiste. Voyez Toussaint Louverture et Frantz Fanon, William E. B. Du Bois, Aimé Césaire. C'est l'autre face de la tension qui travaille

tout universalisme : il peut justifier les discriminations, mais il rend aussi possibles la révolte et l'insurrection.

Dans votre bel essai intitulé « *Saeculum. Culture, religion, idéologie* » (Galilée, 2012), vous notez que les chocs les plus violents sont ceux qui opposent non pas un universalisme à un particularisme, mais deux universalismes rivaux. De ce point de vue, le djihadisme est lui-même un universalisme extrêmement agressif. Allez donc discuter de l'universalisme démocratique et de ses contradictions à Rakka, en Syrie !

C'est vrai, les espaces de liberté se réduisent... Dans tous ces pays qui tombent sous la dictature, c'est impossible de penser et de débattre sans risquer sa liberté ou sa vie. Les courriels que je reçois de Turquie en ce moment m'empêchent souvent de dormir. Mais c'est là où je pense qu'il faut faire des distinctions : l'Etat islamique, c'est une variante locale du djihadisme, qui lui-même ne se confond pas avec le fondamentalisme musulman en général. Et *a fortiori* le fondamentalisme ne se confond pas avec l'islam, profondément divisé entre différents traditionalismes et variétés de modernisme.

Comme en d'autres temps, on constate les ressources idéologiques qu'une dictature peut tirer de la référence à l'absolu, mais c'est l'islam qui est universaliste, ce n'est pas l'Etat islamique. Et c'est l'Etat islamique qui est barbare, non pas l'islam. Reste que l'Etat islamique est un vrai problème pour l'islam. En cette matière, les sensibilités sont tellement à vif qu'il est très difficile de se faire comprendre. Après les attentats de janvier 2015, j'avais écrit une tribune dans *Libération* qui m'a été beaucoup reprochée. Il y avait cette phrase : « *Notre sort est entre les mains des musulmans.* »

Dans mon esprit, cela ne voulait pas dire : « *Musulmans, modernisez-vous d'urgence ou vous êtes foutus et nous avec !* » Cela signifiait que, si la résistance ne vient pas de l'islam lui-même, alors les choses s'aggraveront de manière irréversible. Ce n'était pas une façon de rejeter les responsabilités sur l'autre, qui d'ailleurs est aussi une partie de nous-mêmes. Mais il est vrai que chacun occupe une certaine place et se trouve donc contraint de parler un certain langage.

Personnellement, bien sûr, j'ai tendance à accorder un privilège au séculier, et on me l'a objecté. Mais comment faire autrement ? Je ne vais pas me transformer en musulman ou en catholique, j'ai été communiste, vous savez, c'est une expérience religieuse très formatrice... C'est pourquoi j'ai aussi écrit qu'il nous faudrait inventer une sorte d'hérésie généralisée, qui rendrait les discours religieux et le discours séculier capables de transgresser leurs propres interdits.

Vous qui avez beaucoup écrit sur l'Europe (« *Europe, crise et fin ?* », Le Bord de l'eau, 2016) et qui n'hésitez pas à dire « *Nous, Européens* », quelle est votre réaction quand vous entendez Jean-Luc Mélenchon proclamer que la France est une « nation universaliste » ?

Si je pouvais l'interpeller, je lui dirais que je veux bien accepter ce discours, à condition qu'il soit l'équivalent de « *noblesse oblige* », c'est-à-dire : « *République oblige* ». République oblige à un certain universalisme, qui ne peut plus reposer sur l'identification de la République à la nation. Pour demeurer républicaine, il faudrait que la France se dépasse elle-même, qu'elle formule l'idée d'une extension de la citoyenneté au-delà des frontières. Donc, « *Français, encore un effort...* ».

En ce qui concerne l'Europe, toute la question est de savoir si on peut résoudre les problèmes des Français en dehors d'un ensemble continental. Je suis convaincu que non – et ce, même si l'Europe fait le pire, comme en Grèce. Tout programme reposant sur le renoncement au projet européen est voué à sombrer dans le chauvinisme, si ce n'est dans le trumpisme.

Quand je dis cela, des gens comme mon amie Chantal Mouffe [figure philosophique de la gauche radicale] me tombent dessus et me disent : « *Mais sur quelle planète vis-tu ? L'identité nationale est le seul cadre qui permette de défendre les classes populaires contre le capitalisme sauvage !* » Je crois qu'ils se trompent, mais, bien sûr, il faut le prouver. C'est mon point d'honneur : je ne veux renoncer ni à la critique sociale ni à l'internationalisme.

Ce qui est original pour une figure de la gauche postmarxiste comme vous, c'est que vous refusez avec la même énergie la crispation identitaire et ce que vous nommez l'« hybridité sans frontières ». Pour vous, il n'y a pas d'universalisme possible sans conscience identitaire. Tout universalisme est enraciné.

Bien sûr, parce que nous sommes des sujets humains, qui ne pouvons vivre sans nous demander « qui suis-je ? ». Personne ne peut vivre sans identité ou en changer de façon aléatoire, mais l'imposition d'une seule identité n'a jamais été possible non plus sans violence. A mon avis, la théoricienne américaine Judith Butler a raison sur ce point, si on ne confond pas sa parole avec les variantes conformistes du discours *queer* ou postmoderne, qui affirment qu'on peut changer sans cesse d'identité de façon aléatoire. Et au fond, il s'agit d'une contradiction insurmontable. On peut seulement chercher à l'aménager.

Le philosophe Vincent Descombes a bien montré que la notion d'identité est paradoxale, car on l'attribue aux individus alors qu'elle vise une appartenance. Mais j'ajouterais : on parle de sa propre identité, ou de ce qui la met en relation avec d'autres, soit pour affirmer ce qu'on possède en commun, soit au contraire pour se distinguer, voire se retirer du commun. L'un ne va pas sans l'autre.

La difficulté nouvelle, c'est que nous participons tous aujourd'hui à des communautés multiples dont les critères de reconnaissance ne sont pas interchangeables. C'est pourquoi j'explore une voie pour pluraliser l'universel sans l'édulcorer ou le renverser en une somme de particularismes. Cela consiste à construire des stratégies de traduction généralisée entre les langues, les cultures et les identités, ayant une portée sociale et pas seulement philologique ou littéraire.

Traduction et conflit sont, si vous voulez, les deux pôles dialectiques de mon travail sur la violence de l'universel. Je crois qu'il n'est pas vivable de n'être rien de déterminé, et je reconnais qu'il n'est pas facile d'être plusieurs choses à la fois. Mais ce n'est pas impossible, et il faut même que le plus grand nombre d'entre nous puissent y avoir accès autrement que comme une expérience de dépossession de soi. Le cosmopolitisme dont nous avons besoin exige une certaine forme de malaise identitaire que je me hasarderai à dire *actif*, ou agissant.

roude

Revue de presse militante d'information et de mobilisation **ANTICAPITALISTE** - N°46 - 12/02/2017

Publié par **MATÉRIALISMES** avec le Comité NPA Reims



hebdo

MATERIALISMES.WORDPRESS.COM

ABRACADABRA, VOICIA LE CANDIDAT DES SOCIALISTES

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU FN



RELANCER
L'ACIER →

CHARMAG

→ ET LA
FIGIÈRE BOIS



USA : « LE MAL », LA FINANCE ET LE POUVOIR

L'ANTICAPITALISTE, N° 370 - 09-02-2017.

Vendredi 3 février, un juge fédéral de Seattle nommé par Bush en 2003 a bloqué temporairement le décret interdisant l'entrée aux États-Unis pour les ressortissants de sept pays dits musulmans (Iran, Irak, Libye, Soudan, Somalie, Syrie, Yémen)..

Un bras de fer juridique est engagé. C'est un camouflet pour Trump, après les manifestations à travers le pays ou dans les aéroports et le tollé international provoqués par son geste xénophobe et raciste.

« Ridicule »

Contesté de toute part – y compris par les patrons de la Silicon Valley, puis de Wall Street, même par ceux de la première banque d'affaires au monde, Goldman Sachs – Trump défend avec arrogance son sale décret anti-immigration au nom de la « lutte contre le terrorisme », sinistre musique bien connue. Il a jugé « ridicule » la décision de ce « soi-disant juge », proclamant qu'elle serait invalidée. En attendant, le plus ridicule est plutôt celui qui vocifère. Le département américain de la Justice a fait appel, arguant du fait que le magistrat aurait « remis en cause le jugement du président en matière de sécurité nationale ». Trump accuse ceux qui veulent l'annulation de son décret de faire le jeu des terroristes. « Aujourd'hui, nous envoyons un message uni à ces forces de mort et de destruction : l'Amérique et ses alliés vous vaincront », clame-t-il, faisant dans le même temps un geste en direction de la Russie de Poutine auquel il ne cesse de rappeler sa confiance...

« Le mal »...

Il s'est aussi emparé de l'affaire du tir de missile balistique effectué il y a dix jours par l'Iran pour désigner son grand Satan à lui et en faire sa cible principale : « Nous devons garder "le mal" hors de notre pays. [...] L'Iran joue avec le feu, ils ne se rendent pas compte de combien le président Obama était gentil avec eux. Pas moi ! ».

SOMMAIRE

HEBDO DU 06 JANVIER AU 12 FÉVRIER 2017

- **USA : « LE MAL », LA FINANCE ET LE POUVOIR,**

L'ANTICAPITALISTE, N° 370

- **REVENU UNIVERSEL : PAS D'AUMÔNE, UN TRAVAIL !,** LUTTE OUVRIÈRE, N° 2532

- **« AMERICA FIRST »,** L'ANTICAPITALISTE, N° 370



REVENU UNIVERSEL : PAS D'AUMÔNE, UN TRAVAIL !

LUTTE OUVRIÈRE, N° 2532 - 08-02-2017.

À en croire Benoît Hamon, candidat du PS à la présidentielle, « notre modèle de développement est dépassé et 43 % des emplois en France sont menacés » par la révolution numérique et l'utilisation croissante des robots. On irait à grands pas vers une société de la fin du travail. Sa solution est le revenu universel, dont il a fait sa marque de fabrique et qui, selon certains, serait la grande innovation de la campagne présidentielle 2017.

Mais que serait ce revenu universel d'existence, selon son nom complet ? D'abord, pas grand-chose en termes de pouvoir d'achat : même si Hamon entretient le flou à ce sujet, son revenu universel ne dépasserait pas le niveau du minimum vieillesse.

Les politiciens qui prônent le revenu universel, tel Hamon, sans oublier ceux qui ont le culot de le juger trop coûteux, seraient bien en peine de dire comment on peut vraiment vivre avec 750 euros par mois, eux qui peuvent gagner dix fois plus comme ministre ou parlementaire, et dont beaucoup côtoient les milieux de la grande industrie et de la finance, aux revenus bien plus élevés encore.

Mais ce n'est pas à leur monde que ces gens-là destinent le revenu universel, ou les mensonges sur le travail qui viendrait à manquer, ce à quoi les travailleurs devraient s'adapter en acceptant des revenus de misère. Car tous les discours sur le revenu universel se réduisent à cela : préparer l'opinion à de nouvelles réductions du pouvoir d'achat.

Les dames patronnesses du 19e siècle allaient donner la pièce aux ouvriers que leurs maris exploitaient, en espérant que cela éviterait qu'ils se révoltent contre leur sort.

**PÉTITION DE SOUTIEN À
IBTISSAM BOUCHAARA SUR
CHANGE.ORG**

**soutenez-ibtissam-éducatrice-lanceuse-
d-alerte-des-jeunes-migrants-maltraités**

Les États-Unis annoncent sans autres précisions vouloir lui imposer de nouvelles sanctions, qui ne violeraient cependant pas l'accord sur le nucléaire conclu en juillet 2015 entre les grandes puissances et Téhéran. Un accord que Trump a dénoncé, s'allignant ainsi sur la position d'Israël.

Les banques à la fête

Cette démagogie agressive vise à tétaniser l'opinion pendant que le milliardaire prépare ses mauvais coups avec ses amis les banquiers. «Aujourd'hui, nous signons les principes fondamentaux de la réglementation du système financier américain», a-t-il déclaré en signant le décret remettant en cause les lois d'Obama imposant quelques timides règles aux banques après la crise des subprimes. «Nous avons hâte de travailler dans un esprit bipartisan avec le gouvernement, le Congrès et les régulateurs bancaires, sur ces changements de pratiques qui conserveront les banques fortes et capables de fournir les capitaux essentiels à la reconstruction de notre économie», répondent les banquiers. Une belle unanimité!

Et le sénateur républicain Patrick McHenry, vice-président de la commission des services financiers, s'attaque directement à la dirigeante de la FED: «Il apparaît que la Réserve fédérale continue de négocier des normes réglementaires internationales pour les institutions financières avec des bureaucrates internationaux dans des pays étrangers sans transparence, sans en rendre compte et sans autorité pour le faire. C'est injustifiable», assène-t-il. Pour le capital, tout est permis... jusqu'au prochain krach!

Prendre la main

Pour se donner les moyens de poursuivre sans entrave sa politique réactionnaire au service de Wall Street, Trump met ses hommes en place. Il veut imposer Neil Gorsuch pour siéger à la Cour suprême, en centre décisif pour assurer la stabilité du pouvoir. Gorsuch, un juge de cour d'appel fédérale, est un conservateur qui appartient de longue date à la Federalist Society, une organisation réactionnaire devenue très puissante sous la présidence de Bush. Et la nomination de son conseiller en stratégie, Stephen Bannon, militant d'extrême droite, au poste de membre permanent du Conseil de sécurité nationale (CSN), indique sans ambiguïté ses intentions.

L'avenir est entre les mains de celles et ceux qui ont commencé à se dresser contre la brutale offensive des classes dominantes qui se met en place.



«AMERICA FIRST»?

L'ANTICAPITALISTE, N° 370 - 09-02-2017.

«À compter de ce jour, une nouvelle vision gouvernera notre nation: seulement l'Amérique d'abord», déclarait Donald Trump le 20 janvier, jour de son investiture...

«Acheter américain et embaucher américain», résume la pensée du milliardaire: menace de taxer les industriels qui délocalisent leur production, annonce de possibles taxes sur les importations, retrait du traité transpacifique (TPP) que Barack Obama avait signé, demande de renégociation de l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (Alena) ratifié en 1993 par Bill Clinton... Le président de «l'Amérique d'abord» prétend vouloir mettre un coup d'arrêt à la mondialisation pour défendre les travailleurs qui en seraient les victimes, les travailleurs américains bien sûr. La mise en scène extravagante de la démagogie politicienne qui sert à justifier aux yeux de l'opinion ce virage politique ne peut en masquer les véritables objectifs: défendre les intérêts des multinationales américaines.

Un tournant lourd de conséquences

Les problèmes auxquels l'État US doit répondre peuvent se résumer dans les chiffres de son déficit extérieur abyssal, 475 milliards de dollars, quand, dans le même temps, l'Allemagne engrange un excédent de 300 milliards et la Chine de 265... Ainsi, la Chine et

Hamon sait que le monde du travail n'en peut plus, avec l'explosion du chômage et de la précarité, les millions de chômeurs, de salariés de plus en plus mal payés, de jeunes sans perspectives... Mais, pour lui et ses pareils, il n'est pas question de pointer du doigt celui qui en est la cause: le patronat. Et encore moins de prendre sur les profits patronaux accumulés, afin d'assurer un travail et un salaire suffisant à tous les travailleurs. Alors, certains nous servent le revenu universel.

Ce qu'il faut aux salariés, jeunes ou vieux, avec ou sans emploi, aux retraités, ce n'est pas une aumône. Les travailleurs veulent vivre dignement, avec un salaire décent, qui ne devrait pas être inférieur à 1 800 euros net, de même que les retraites, allocations et pensions.

MARCHE POUR LA JUSTICE ET LA DIGNITÉ 19 MARS 2017 - PARIS

**CONTRE LA HOGRA,
CONTRE L'HUMILIATION,
CONTRE LE RACISME
ET LES VIOLENCES POLICIÈRES**

l'Allemagne détiennent de lourdes créances sur les États-Unis. Et cela dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, alors que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde ont reculé de 13% l'an passé.

Cette dépendance de la première puissance mondiale à l'égard des autres puissances, alors que l'économie mondiale ralentit voire stagne, impose à l'État américain un tournant vers une politique commerciale agressive. Certes, une telle politique n'est pas entièrement nouvelle: le libre échange «chimiquement pur» n'existe pas, et les USA ont su combiner le libre-échange avec des mesures protectionnistes en fonction de leurs propres intérêts.

Mais, aujourd'hui, un seuil est franchi qui bouscule la donne à l'échelle internationale. General Motors, Ford ou le géant de la distribution Walmart se sont prêtés au jeu avec d'autant plus de facilité que Trump leur promet une baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, qui devrait passer de 35% à 15%, et la création d'une «taxe d'ajustement frontalier». Les multinationales ne pourraient plus déduire le coût de leurs importations de leur revenu imposable. En revanche, les revenus tirés de leurs exportations ne seraient pas taxés.

L'ensemble de ces mesures ont des effets pervers: hausse du dollar, inflation qui seront aussi encouragées par la décision de liquider la timide réglementation financière élaborée en 2010 par Obama après la crise financière de 2008.

National-libéralisme

La guerre commerciale que déclenche Trump implique une guerre des monnaies. Il cherche à accélérer le démantèlement de l'euro, un «deutschemark implicite», en applaudissant au Brexit et en privilégiant des accords avec la Grande-Bretagne.

Les États-Unis entendent faire cavalier seul en matière de réglementation financière ou monétaire.

C'est cette volonté d'échapper à toute contrainte venant d'autres pays qui explique une décision apparemment absurde, la dénonciation du TPP. Cette alliance était faite pour organiser la domination commerciale des États-Unis en Asie contre la Chine. Mais dans la guerre commerciale qui s'ouvre, les USA veulent avoir les mains entièrement libres. C'est pour les mêmes raisons que Trump n'hésite pas à attaquer les «règles biaisées» de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les valeurs bancaires sont à la fête à Wall Street. Jusqu'à quand et à quel prix?

Le protectionnisme de Trump, c'est un libéralisme total à l'intérieur des frontières, plus un État, son armée, qui interviennent à l'extérieur pour défendre les profits des classes dirigeantes. Une guerre contre les travailleurs et les peuples qui ne peut rester sur le seul terrain économique.